FORMER ICI POUR RECONSTRUIRE LÀ-BAS

« Former ici pour reconstruire là-bas, c'est refuser que le savoir s'égare dans l'exil et choisir de le rendre à la terre qui en a le plus besoin.»

Lorsque l'on parle des relations entre l'Occident et les pays du Sud, le débat se dissout trop souvent dans une culpabilité ritualisée. Au nom d'un passé réduit à ses « *fautes* », on justifie l'exil massif comme s'il était une réparation, et l'immigration comme un « *acte de charité* » et un élan au développement. C'est une illusion morale.

Derrière le vernis de la compassion, une réalité plus cruelle se dessine : l*e mythe humanitaire de l'immigration salvatrice.* Accueillir en masse des migrants auxquels notre société n'a souvent à offrir que l'assistanat, la marginalité ou l'économie informelle n'est ni un acte de générosité durable, ni une politique de développement. C'est un trompe-l'œil : le faux humanisme de l'exil durable ! Le coût social d'un seul immigré en France pourrait permettre de faire vivre, travailler et former utilement des dizaines de personnes dans leur pays d'origine. L'exil massif n'enrichit pas les nations qui se vident de leurs forces vives ; il les affaiblit.

L'argent envoyé au pays, souvent présenté comme une planche de salut, alimente surtout une économie de façade : maisons (la plupart du temps inachevées) ceinturant les capitales africaines, biens importés qui étouffent la production locale, habitudes de consommation déconnectées des réalités économiques. Le pain blanc, symbole de réussite sociale, a supplanté les céréales traditionnelles, ruinant des filières agricoles entières. Les politiques d'aide alimentaire, bien intentionnées en apparence, ont parfois produit les mêmes ravages, déstabilisant des économies fragiles et poussant les paysans vers l'exode, d'abord urbain, puis continental.

On invoque aussi le mythe des « transferts de technologie ». Mais que transfère-t-on réellement quand les retours sont rares, et que les compétences acquises sont souvent peu adaptées aux besoins locaux ? Un savoir-faire prend tout son sens lorsqu'il s'enracine dans un contexte.

Le véritable progrès naît de la responsabilité, de l'enracinement et de la transmission. Former un homme, lui permettre d'acquérir un savoir, puis l'aider à le transmettre chez lui est infiniment plus fécond que de l'installer durablement dans une société qui ne sera jamais pleinement la sienne et ne pourra lui permettre de réaliser ses rêves...

De retour, fort de son expérience, l'immigré formé cesse, alors, d'être un exilé : il devient passeur, bâtisseur, créateur d'emplois, multiplicateur de compétences. Il est la condition même d'un développement digne, autonome et durable. Là, réside la véritable richesse, dans la transmission plutôt que dans la fuite. Un métier transmis vaut plus qu'un salaire expatrié.

La fuite des élites est la plus grave des pertes. L'immigration dite « *choisie* » prive les pays du Sud d'initiateurs, d'ingénieurs, d'enseignants, de cadres, de médecins dont ils

auraient désespérément besoin pour bâtir leur avenir. Le développement ne se construit pas dans l'exil. Une nation ne se développe pas quand ses forces les plus compétentes la quittent durablement ; elle se construit lorsque ces compétences circulent, puis reviennent irriguer le tissu local.

L'immigration est une conséquence du sous-développement, non son remède. Le véritable progrès naît de la responsabilité et de l'enracinement. Revenir n'est pas un renoncement : c'est un acte de dignité, loin des illusions de l'exil et des discours culpabilisants... Le retour des compétences demeure la seule voie d'un développement réel, autonome et durable.

José CASTANO

Former ici pour reconstruire là-bas, c'est faire du retour des compétences le moteur d'un développement véritable, durable et autonome, où le savoir acquis devient une force au service de la reconstruction et de l'avenir des pays d'origine.